

Aux Nords et aux Suds : la construction d'un nouveau champ de savoirs interdisciplinaire: "genre et développement".

Christine Verschuur, iuéd, Genève

La construction du champ de savoirs interdisciplinaire "genre et développement": apports des idées féministes et des évaluations de projets de développement

Les nombreux ouvrages sur le développement montrent un consensus sur un point au moins : l'impasse dans laquelle se trouve la théorie du développement. L'on reconnaît " la fin des certitudes " que semblaient procurer les grands schémas théoriques des décennies précédentes et la nécessité d'un changement profond dans les " paradigmes " (Dagenais et Piché, 1994).

Ce sont, affirment Dagenais et Piché, « sans l'ombre d'un doute les féministes [¹ qui, ces trente dernières années,] ont poussé le plus à fond la critique des théories et des actions de développement, [...], notamment en démontrant] le rôle clé des rapports sociaux de sexe » (Dagenais et Piché, 1994 : 5).

Le concept "genre" est un outil analytique nécessaire pour comprendre pourquoi les femmes et les hommes agissent et interagissent comme ils le font, et pourquoi les structures qui produisent les inégalités (de genre mais pas seulement) persistent, à tous les niveaux de la société.

La définition du genre que j'adopte est la suivante : "le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des **différences perçues** entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des **rapports de pouvoir**" (Scott, 2000 : 56) [...]

"Le concept de genre structure la perception et l'organisation **concrète et symbolique** de toute la vie sociale"².

L'histoire de ce concept

Le mouvement des femmes en occident, dans les années 60, avait affirmé la spécificité féminine et le droit des femmes à se réapproprier leur propre corps. C'étaient ces priorités militantes qui avaient déterminé des thèmes d'étude, prioritairement orientés vers le corps et ses fonctions (sexualité, procréation, allaitement, etc).

Les années 70 ont vu apparaître le concept de « gender », introduit par des historiennes et spécialistes américaines des sciences sociales dans leurs disciplines (Oakley, 1972). Dès lors, les études sur les femmes se sont ouvertes à d'autres champs que ceux du corps, de la santé et de la famille. On analyse la nature des rapports sociaux entre hommes et femmes,

¹ parmi lesquels on peut ranger quelques chercheurs masculins – certains se revendiquent comme pro-féministes.

² Souligné par moi

les rapports de pouvoir qu'ils signifient, on s'interroge sur l'origine de la subordination des femmes, sur les causes de leur invisibilité dans les champs économiques ou politiques.

Dans les pays nordiques et anglo-saxons, les études sur les femmes se croisent avec les analyses critiques de la coopération au développement.

Ainsi, dès 1970, l'économiste danoise Ester Boserup, dans son ouvrage "*Women's Role in Economic Development*"³, se penche sur le travail des paysannes africaines, asiatiques et latino-américaines et met en lumière les effets négatifs et la dévalorisation de leur statut introduits par le colonialisme et les politiques de modernisation. Ce travail a contribué à la prise de conscience de l'invisibilité des paysannes dans le Tiers monde.

En 1975, en préparation de l'année internationale de la femme, qui ouvrira la Décennie des Nations unies sur les Femmes, des études de base dans les pays "en développement" sont commandées. Auparavant, il n'y avait pratiquement pas de données désagrégées par sexe, d'évaluations, d'enquêtes les prenant en considération. Ces études concluaient, données à l'appui, à la détérioration de la situation des femmes dans ces pays.

Puis, durant la Décennie sur les Femmes et en préparation des diverses grandes conférences internationales suivantes, les agences des Nations unies et les coopérations bilatérales ont financé des études, des évaluations, des recherches, qui ont fourni des données, des informations, et alimenté la réflexion et la mise en œuvre de politiques orientées vers la prise en compte de la situation des femmes. Des universités, notamment anglo-saxonnes et nordiques, ont constitué des départements qui ont encouragé des recherches dans ce domaine. Petit à petit s'est ainsi bâti un corpus de données, représentant un champ de savoirs sur femmes/genre et développement.

L'importance des évaluations : quelques exemples

En 1984, en préparation de la Conférence des Femmes de Nairobi, l'USAID commande une évaluation de 416 projets dans divers secteurs (USAID, 1987). Par exemple, au Cameroun, où ce sont les femmes qui cultivent depuis toujours les arachides, un projet de multiplication des semences est confié aux hommes, qui n'avaient aucune expérience de cette culture. Le projet est un échec. Plus généralement, cette agence constate que le fait de ne pas prendre en compte les femmes et les rapports de genre provoque un échec des projets dans leur ensemble.

Au Kenya, une étude de la FAO compare les parcelles agricoles féminines et masculines et constate par exemple que, si "la valeur moyenne brute de la production à l'hectare des parcelles exploitées par des hommes est généralement supérieure de 8 pour cent par rapport à celle des femmes, [...] lorsque les femmes emploient les mêmes ressources que les hommes, leur productivité augmente de 22 pour cent" (Saito, 1994).

L'argument de l'efficacité a été plus fort que celui de l'équité pour rediriger parfois les ressources vers les femmes. Mais l'importance de ces évaluations est avant tout d'avoir commencé à sortir les femmes de l'invisibilité, à poser de nouvelles questions, notamment sur les enjeux et les perspectives de développement et les rapports sociaux entre hommes

³ Traduit seulement 13 ans plus tard, *La femme face au développement économique*, PUF 1983

et femmes. Le PNUD l'avait ainsi formulé, « human development, if not engendered, is endangered »⁴.

Les rapports entre les thèmes prioritaires de recherche et les différentes approches relatives aux femmes ou au genre dans le développement.

Les thèmes de recherche ont évolué en fonction des approches femmes/genre dans la coopération (Pronk, 2000 ; Moser, 1993; ICRD, 1991 ; Rathgeber, 1990) qui elles-mêmes ont évolué en fonction des connaissances et de la représentation que l'on se faisait du rôle des femmes dans le développement.

Pendant les premières phases de la coopération, durant les années 50 et 60, il était considéré que les femmes ne contribuaient pas au processus de développement mais en seraient des bénéficiaires, passives, l'accent étant mis sur leur rôle maternel, reproductif. Cette approche était basée sur le stéréotype occidental de la famille nucléaire où la femme est considérée économiquement dépendante d'un gagne-pain masculin. Les femmes n'étaient pas des partenaires actives mais assimilées aux groupes dits "vulnérables" (handicapés, orphelins, personnes âgées,...).

Les études se penchent surtout sur des questions liées à leur rôle de mère (santé maternelle, "planning familial",...).

Ensuite, durant la Décennie des Nations unies sur les Femmes, il a été progressivement reconnu qu'elles jouaient un rôle clé dans le domaine productif et d'autres approches ont été dessinées : émancipation, équité, anti-pauvreté, efficacité. Les études réalisées durant cette période ont permis de relever que le développement n'a pas les mêmes conséquences pour les femmes que pour les hommes, que les femmes ont été marginalisées dans le dit processus de développement. Les programmes de coopération ont cherché à « mieux intégrer » les femmes dans le développement, en soutenant les rôles productifs des femmes, mais en minimisant leur travail reproductif, sans prendre en considération leur surcharge de travail. On ne cherchait pas à comprendre les causes de l'exclusion du "développement", on ne questionnait pas les origines et la nature de la subordination et de l'oppression des femmes, on ne remettait pas en question les structures sociales existantes.

Les thèmes de recherche portent alors sur les différentes activités productives des femmes, notamment dans le secteur informel et agricole, leur accès à et leur contrôle sur les ressources (terre, intrants, formations,...).

Dans les années 80 s'est développée l'approche "genre et développement", qui cherchait à faire le lien entre rapports de production et rapports de reproduction et à prendre en considération tous les aspects de la vie des femmes. Dans cette approche du développement, l'accent n'était pas mis seulement sur les femmes mais sur la construction sociale du genre et l'attribution de rôles, responsabilités, et attentes spécifiques aux hommes et aux femmes. Les études soulignaient que les femmes ne sont pas une catégorie homogène, les reconnaissaient comme des agents de changement, et relevaient le besoin des femmes de s'organiser pour avoir une voix politique effective. Cette approche menait inévitablement à une remise en question des structures sociales et des institutions, et demandait donc une volonté politique importante pour remettre en question les rapports de pouvoirs actuels.

⁴ « le développement humain, s'il n'intègre pas la perspective de genre, est en danger », UNDP, 1995, *Human Development Report*, Oxford University Press,

Les thèmes de recherche s'intéressent alors aux besoins pratiques et intérêts stratégiques de genre (Molyneux, 1975), aux rôles des femmes dans les mouvements de base, collectifs, aux processus d'empowerment.

Cependant, malgré les intentions déclarées de ne pas se pencher sur les femmes mais sur les rapports de genre, la plupart des observations, des analyses et des recommandations en terme de genre se sont centrées prioritairement sur les femmes, comme pour compenser toutes ces années de développement "au masculin". Et, ainsi que le dit Sarah White, il y a comme une sur-visibilité de l'identité féminine comme construit social alors que l'identité masculine apparaît comme un donné, une norme que l'on questionne peu (White, 1997).

À l'idéal de soi que les hommes sont censés poursuivre, ce que Connell appelle la "masculinité hégémonique" (Connell, 1987), se superpose, dans les programmes de développement, un modèle masculin occidental. L'interrogation sur la construction sociale du modèle masculin dans les différentes sociétés a permis d'ouvrir le débat sur la possibilité de repenser et de reconstruire différemment les modèles masculins et féminins, d'aborder le processus de développement sans oublier de s'interroger sur les changements nécessaires au niveau des identités masculines.

Une étude à Santhiaba (Abdul, in Hainard et Verschuur, 2001), quartier d'une commune de la ville de Pikine au Sénégal, montre ainsi les difficultés de renégociation des identités et rapports de genre. Devant l'incapacité des hommes à assumer les responsabilités qui leur sont socialement attribuées, qui supposent qu'ils contribuent substantiellement aux revenus des ménages, les femmes entreprennent des activités économiques d'importance croissante pour compenser le manque de rentrées monétaires. Elles acquièrent un pouvoir nouveau, une reconnaissance sociale, ouvrant des espaces qui permettent de lancer des initiatives nouvelles (comme la création d'une mutuelle de santé par les entrepreneuses d'un « groupement d'intérêt économique »). Elles évitent la confrontation avec les hommes, dans le « respect de l'autorité conjugale », adoptant une « stratégie de contournement » pour maintenir ou renforcer leurs possibilités d'agir et d'accéder aux prises de décisions.

On reconnaît les capacités d'action et de mobilisation des femmes, car elles sont souvent le fer de lance dans les mouvements de contestation des processus d'exclusion, et peuvent faire preuve d'une force remarquable.

Deux exemples. En Orissa (Inde), dans une société rurale où elles devraient rester soumises, les femmes d'un village se sont organisées pour aller briser toutes les bouteilles et chasser le commerçant d'alcool dont la consommation produisait des ravages parmi les hommes et empêchait de mettre en œuvre un programme d'assainissement. (Verschuur & Reysoo, 2003)

Au Mali, une évaluation de « l'Opération Riz Ségou » (projet de riziculture irriguée au Mali) avait relevé que quelques femmes, révoltées par leur expulsion des meilleures terres, avaient collectivement réussi à obtenir des parcelles sur des périmètres irrigués...(Verschuur, 1989).

En Ouganda, les mouvements de femmes ont bataillé et obtenu une modification de la loi foncière, permettant un accès plus équitable des hommes et des femmes à la terre (Molyneux & Razavi, 2002), en modifiant la loi coutumière et en s'opposant aux « traditions

claniques », comme les nomment des hommes de ce pays en se lamentant des changements.

Les différentes phases dans la construction de ce champ de savoirs

Plusieurs phases peuvent être identifiées dans l'évolution de la construction de ce champ de savoirs.

=> Une première phase qui a permis de faire reconnaître le travail invisible des femmes.

La reconnaissance du travail des femmes, non rémunéré mais indispensable, a levé le voile sur la face cachée de l'économie et a été le levier du mouvement féministe en Europe. Les économistes féministes ont développé la « *care economics* », en réaction « à trois aspects distincts mais étroitement liés de la théorie économique dominante : sa tendance à glorifier la satisfaction de l'intérêt égoïste, notamment chez les hommes, son refus de reconnaître la valeur économique du travail domestique, par exemple le fait d'élever les enfants, et son incapacité de s'intéresser aux identités et aux actions collectives fondées sur le sexe ou la nation, la race ou la classe (Nancy Folbre, 1997 : 11). D'autres auteurs (Meillassoux, 1975, Rey e.a., 1976) avaient déjà montré l'importance du maintien des rapports de production de type domestique pour le développement de l'économie capitaliste. L'articulation entre la sphère reproductive (où dominant des rapports de production de type domestique) et la sphère productive (où dominant des rapports de production capitalistes), est la "cause essentielle du sous-développement en même temps que de la prospérité du secteur capitaliste. " (Meillassoux, 1975 :149).

La dévalorisation du travail des femmes est liée à la division sexuelle du travail. Les anthropologues féministes (Mathieu, 1985) ont donné un contenu nouveau à ce concept, qui traduit, non une complémentarité des tâches mais la relation de pouvoir des hommes sur les femmes. La division sexuelle du travail est ainsi devenue un concept analytique – et non seulement un outil descriptif - permettant de comprendre les inégalités de genre.

=> Une deuxième phase a consisté à analyser les transformations des rapports de genre liées à la nouvelle division internationale de travail.

Des études ont traité le thème de l'intégration des femmes dans les industries manufacturières délocalisées, la féminisation du prolétariat, la place croissante des femmes dans l'économie informelle dans les villes, l'accroissement des migrations féminines.

Les femmes du Sud représentent actuellement, en moyenne, la moitié des migrants. "En plus de la fuite des cerveaux (*'brain drain'*), on observe maintenant une tendance parallèle, où les femmes qui s'occupent normalement des jeunes, des vieux et des malades dans leurs pays pauvres migrent pour s'occuper des jeunes, des vieux, et des malades dans les pays riches, comme employées domestiques, nannies, aides-soignantes à domicile ou dans les maisons de retraite. C'est la fuite des 'soins et de l'attention aux autres' (*'care drain'*) " (Ehrenreich & Russell, 2002 :17).

Les recherches sur les migrations féminines dévoilent les espaces d'action et de créativité que les femmes construisent, les réseaux qu'elles tissent dans les pays d'accueil, mais également transnationaux, comme le montre une étude sur les tontines des congolaises en Suisse (Bagalwa, 2004),. Certaines migrantes vont chercher des espaces de liberté et d'autonomie, pour échapper à des rapports de soumission patriarcaux, à des situations de violence. Les femmes savent s'engouffrer dans les failles, pour y construire parfois de

nouvelles identités, de nouveaux rapports de genre, qui sait, de nouveaux projets de société. Elles montrent leur capacité d'action ainsi que de changements, au niveau symbolique et individuel : *Ya no soy la que dejé atrás*, - je ne suis plus celle que j'ai laissé derrière moi (Arija, 2000). Là encore, elles peuvent puiser dans de nouvelles ressources.

=> La troisième phase s'intéresse aux identités et la lutte pour les droits.

L'on s'attache à approfondir les questions ouvertes par les recherches antérieures : les transformations des identités et des rapports de genre, au niveau domestique, local ou global, dans le contexte de la mondialisation, le rapport entre ces transformations et la participation à la sphère publique, l'accès aux droits (Molyneux et Razavi, 2003).

Les féminismes locaux, du Sud, dans la construction de ce champ de savoirs

Les pratiques et les théories des mouvements féministes locaux contribuent à la production de propositions et théories. Leurs propositions ne sont souvent pas incluses dans les réflexions dominantes sur les alternatives, ni dans le mouvement féministe international dominé par les mouvements des pays occidentaux. Des tensions sont par exemple apparues lors de l'organisation de la Marche Mondiale des Femmes.

Les mouvements et chercheuses féministes du Sud regrettent l'inégalité de moyens dont elles disposent (accès inégal aux voyages, aux rencontres et congrès internationaux, à des postes de recherches et à des subsides, à des revues prestigieuses, etc), et le fait de servir de matière première aux théoriciennes du Nord (Femenias, 2002). Or, ce sont souvent les pratiques des mouvements féministes et des mouvements sociaux ou populaires dans les pays du Sud, ainsi que leurs réflexions politiques et théoriques au sein de ces mouvements qui inspirent la production des théories diffusées au Nord.

Les diverses féministes du Sud reprochent des fois aux chercheurs et chercheuses du Nord de contribuer à une nouvelle forme d'invisibilisation des femmes du Sud, en construisant parfois des images stéréotypées de femmes misérables, non "sujettes" de leur histoire.

En Inde, la production d'idées dans le domaine femmes/féminisme/genre est une réalité depuis longtemps, bien que son passé colonial y imprime une marque différente de l'Amérique latine par exemple. Des féministes indiennes s'insurgent actuellement contre le fait de

"reproducing the formulaic image of the oppressed Indian woman regardless of class, education, region, language, religion or caste, even when Indian women were creating their own social reformist and women's movements" (Burton, 1992). And despite the real strides that Indian women have made since independence, they are still routinely cast in Western scholarship and the media as victims, as objects of state policy, or more generally as simply oppressed".

In examining the process by which a unitary image is produced, Chandra Mohanty) argues that orientalist power is exercised in discourse when the homogenised and monolithic representation of the Third World woman is contrasted with Western feminism's self-representation. The impact is to rob Third World women of their historical and political agency, as Western feminists become "the true 'subjects' of this counter-history [while] third world women ... never rise above the debilitating generality of their 'object' status"(Mohanty, 1988 : 79)." (cité par Liddle & Rai, 1998).

En Amérique latine, les mouvements féministes réfutent le fait que l'on considère que le concept "genre" soit un concept occidental importé (Maria Luisa Femenias, 2002). Des mouvements féministes ont commencé à s'y constituer, dans divers pays, dès la fin du XIX^{ème} siècle. En Argentine, dès l'année d'ouverture de la faculté de philosophie à Buenos Aires (1896), des femmes s'y sont inscrites dont une, Elvira Lopez, a écrit sa thèse de doctorat sur "Le mouvement féministe" ! Ces idées n'étaient pas le fait des seules intellectuelles. Dans ce même pays, des ouvrières anarchistes publiaient en 1896 un journal féministe "*La Voz de la Mujer*" qui revendiquait le droit de s'émanciper de l'autorité, non seulement des patrons, mais également des maris.

Si l'intitulé du concept ("genre") a été diffusé à partir des écrits des chercheuses nord-américaines, ce qu'il recouvre n'est pas nécessairement étranger aux réflexions développées sur ce continent. Certaines s'inquiètent maintenant de l'effet "anesthésiant" du terme "genre", qui aurait moins de force mobilisatrice que celui de féminisme.

Les femmes des organisations en marge du mouvement populaire urbain, dans les associations paysannes, luttant pour des droits des indigènes, dans les syndicats, ou encore les femmes luttant contre les dictatures militaires et dans les mouvements de guérilla durant les années 70 ont beaucoup apporté à la réflexion. Elles ne se retrouvaient pas toujours incluses dans le mouvement des femmes défini comme féministe, et le mouvement international féministe latino américain reconnaît être traversé par de multiples courants. Mais quelles que soient ces tensions, il est indéniable qu'une longue histoire de luttes de femmes et une production théorique existe depuis de nombreuses années dans ce continent, alimentant la réflexion de théoriciennes ailleurs.

Sur le continent africain aussi, de manière inégale selon les pays, on observe la construction d'espaces de réflexion et de production d'idées sur ces thématiques, probablement en relation proportionnelle avec la vigueur des luttes sociales et politiques menées.

En Afrique du Sud, des critiques du féminisme occidental sont émises, et certaines avancent le concept de "*womanism*", pour revendiquer un féminisme africain.

Le terme "*womanism*", synonyme populiste et poétique du féminisme noir, a été imaginé en 1983 par Alice Walker – une romancière, poète et activiste afro-américaine dans son recueil "*In Search of Our Mothers' Gardens: Womanist Prose*".

"Womanism brings a racialized and often class-located experience to the gendered experience suggested by feminism".⁵

C'est aussi en Afrique du Sud que l'on constate de grandes avancées, par exemple avec l'instauration des budgets genre, la multiplication des formations locales sur le genre - y compris dans les syndicats-, etc.

Un ouvrage paru en 1997, suite à la première conférence du CODESRIA sur le Genre à Dakar en 1991, "*Engendering African Social Science*", par Ayesha Imama, Amina Mama et Fatou Sow (paru en 2004 en français), réclamait un effort d'africanisation des catégories utilisées dans les sciences sociales. Au Nigeria, un "Network for Women's Studies" avait organisé des ateliers pour qui faire un bilan des études sur le genre dans ce pays et dans les

⁵ <http://www.ou.edu/womensoc/feminismwomanism.htm>,

pays voisins. Les participants exprimaient leur inquiétude face au "syndrome de la consultance et face à l'influence excessive des bailleurs de fonds sur la conduite des études sur les femmes nigérianes." Ils déclaraient avoir "un besoin urgent en théories locales" (Mama, 1996 : 31, cité par Signe Arnfred, 2003).

L'inquiétude sur l'inégalité dans la production des théories sur les femmes et le genre dans le monde, sur l'imposition de concepts qui auraient été forgés dans le "Nord", et sur les risques de dépolitisation du concept de genre par rapport à la force mobilisatrice du féminisme est palpable. Cela indique qu'une voie à suivre devrait être celle de soutenir les chercheuses et chercheurs et les mouvements féministes locaux et pro-féministes du Sud.

Les apports du champ de savoirs "genre et développement"

Un nouveau champ de savoirs "genre et développement" s'est ainsi constitué, rattaché aux mouvements féministes – aux Nords et aux Suds - et aux recherches sur les femmes et les rapports de genre dans le développement.

Le champ de savoirs "genre et développement" renouvelle la réflexion critique sur le développement. Il a développé des concepts, originaux ou avec un contenu nouveau, permettant de comprendre autrement - de manière foncièrement critique - les enjeux de société, et en particulier du développement. Il participe dans son essence d'une démarche transformatrice. En s'interrogeant sur les constructions sociales de la féminité et de la masculinité et sur les rapports sociaux entre hommes et femmes, il suscite des questionnements sur les identités de genre, les institutions, les symboles et valeurs.

Adopter cette perspective a permis de souligner que le genre est une façon première de signifier des relations de pouvoir. De montrer l'importance de la dimension symbolique des représentations liées au genre, dimension symbolique qui traverse les institutions. De s'attacher aussi à montrer que les femmes et les hommes sont des sujets, et non seulement des "porteurs de structures". "La notion de sujet implique l'existence d'une prise de conscience concrète de la nécessité de changement, l'existence de la volonté de changement, et la capacité pour réussir à construire ces changements" (Rauber, 2003 : 45).

Le mouvement des femmes en Europe avait démarré sur la prise de conscience d'une oppression spécifique : le travail gratuit réalisé par les femmes, invisible, pas pour soi mais pour d'autres, au nom de la nature, de l'amour ou du devoir maternel (Kergoat, 2001).

En prenant conscience du travail gratuit des femmes du Sud, qui permet aux migrations internationales ainsi que du '*care drain*' de se développer, et en faisant connaître leurs capacités d'action en tant que sujet, mais aussi leurs capacités d'action collective, leurs ressources symboliques, le mouvement international féministe contribue à la réflexion sur un nouveau projet de société au Nord et au Sud.

Je pense qu'il faut maintenant prendre plus fortement conscience et reconnaître notre dette intellectuelle envers les contributions, souvent non reconnues elles non plus, des multiples mouvements et théoricien·nes féministes et pro-féministes du Sud à la construction des savoirs sur les représentations et les luttes des femmes dans les diverses sociétés, dans un monde globalisé mais non uniforme.

Les résistances dans le monde francophone

Le monde francophone était resté quelque peu à l'écart de ce mouvement, se concentrant sur la recherche féministe dans les pays occidentaux, sans faire le lien avec les recherches et les engagements critiques sur le développement / sous-développement. Au contraire, dans les pays nordiques ou anglo-saxons, les études féministes et les analyses critiques du développement se croisent. Les associations militantes contestant le développement inégal et les mouvements féministes ne sont pas dissociées dans leur travail de pression auprès des agences de coopération et du public.

Cependant, les apports théoriques et pratiques de ce champ de savoirs sont loin d'être reconnus comme ils le devraient, en partie en raison de son rattachement au féminisme. Comme le dit Michelle Perrot, " l'anti-féminisme se sustente de toutes une série de peurs enchevêtrées. Peur de la perte de pouvoir et d'une puissance féminine menaçante qu'il s'agit de contenir. [...]. L'anti-féminisme, au-delà de ses aspects anecdotiques ou pittoresques, dit des choses profondes sur les rapports entre les sexes et les anxiétés contemporaines " (Perrot, 1999 : 18).

Il faut reconnaître qu'il existe encore une très grande difficulté à faire reconnaître l'intérêt de cette perspective dans les programmes et projets de développement, qui soit différente d'une simple instrumentalisation des femmes.

Dans les instituts de recherche et universités du monde francophone, force est de constater encore une forte réticence à la reconnaissance de ce champ de savoirs. S'il existe maintenant des départements d'études genre, rares sont ceux de "genre et développement".

L'expérience de l'iuéd de Genève

L'institut universitaire d'études du développement (iuéd) de Genève, auquel je suis rattachée, fait partie des rares institutions francophones travaillant dans ce champ. L'iuéd accueille majoritairement des étudiant-e-s des pays du Sud, pour des études de DEA (en deux ans, à partir de 2005 pour des MA) et soutient des programmes de recherches menés par des chercheurs du Sud.

Depuis 1995 sont organisés des colloques "genre et développement" et des enseignements sur cette thématique. La formation dans ce domaine a été institutionnalisée et renforcée depuis l'an 2000. Nous encadrons des mémoires de DEA, un certain nombre de doctorats, et organisons dès cette année des sessions genre dans notre école doctorale en études du développement. Des programmes de recherche avec la perspective de genre sont en cours, en réseau avec des chercheurs du Sud. Des publications régulières sont réalisées, les "*Actes des colloques genre et développement*", et depuis l'an 2000 la collection "*Cahiers genre et développement*", série d'ouvrages qui rassemblent des textes de références, des articles inédits, des documents de travail importants, traduits en français. Cette collection cherche à combler le manque de publications dans cette langue sur la thématique, mais aussi à stimuler la réflexion, à susciter les échanges théoriques, à faire mieux connaître cette approche à celles et ceux qui sont engagés dans des pratiques locales de transformation des inégalités.

Par les diverses activités entreprises, nous commençons, à l'iuéd, à renforcer les compétences dans ce champ de savoirs "genre et développement", à accroître le corpus de connaissances, à contribuer à la conceptualisation sur cette thématique, avec les étudiantes et les étudiants, les chercheuses et chercheurs des Suds et des Nords.

Bibliographie citée

- Abdul, M., 2001, "Les rapports sociaux hommes-femmes à travers les activités économiques féminines et la gestion du cadre de vie : cas de Santhiaba (Thiaroye-sur-Mer), in Hainard, F. et Verschuur, Ch., *Femmes dans les crises urbaines, relations de genre et environnements précaires*, Karthala-MOST, Paris
- Arija M., 2000, *Ya no soy la que dejé atrás , Mujeres migrantes en Republica dominicana*, IIS – Plaza y Valdés, México,
- Bagalwa Mapatano, Jules, 2004, " L'usage féminin des tontines. La 'maison congolaise' en Suisse ", in : Monnier, L., Droz, Y., (sous la direction de), *Côté jardin, côté cour. Anthropologie de la "maison africaine"*, revue *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 15, avril
- Bard, Christine, 1999, *Un siècle d'anti-féminisme*, Fayard, Paris
- Bisilliat, Jeanne et Verschuur Christine (dir.), 2000, *Le Genre, un outil nécessaire*, *Cahiers Genre et Développement*, n° 1, L'Harmattan, Genève - Paris
- Bisilliat, Jeanne et Verschuur Christine (dir.), 2001, *Genre et économie, un premier éclairage*, *Cahiers Genre et Développement*, n° 2, L'Harmattan, Genève – Paris
- Boserup, Ester, 1983, *La femme face au développement économique*, Paris, PUF
- Burton, Antoinette, 1992, 'The white woman's burden', in Chaudhuri & Strobel, *Western Women and Imperialism*. lieu ?
- Connell, R. W., 1987, *Gender and Power*, Polity, Cambridge
- Dagenais, Huguette et Piché, Denise, 1994, "Conceptions et pratiques du développement : contributions féministes et perspectives d'avenir, In *Femmes, féminismes et développement*, L'institut canadien de recherches sur les femmes, Montréal
- Dey, Jennie, 1984, *Le rôle des femmes dans la riziculture*, FAO
- Ehrenreich and Russell, 2002, *Global Woman*, Granta Books
- Federici, Silvia, 2002, « Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail », in *Genre, mondialisation et pauvreté*, *Cahiers Genre et Développement* n°3, Verschuur, Ch., Reysoo, F. (dir. par), L'Harmattan, Paris, pp. 45-73
- Femenías, Maria Luisa (ed.), 2002, *Perfiles del feminismo iberoamericano*, Ed. Catalogos, Buenos Aires, 350 p.
- Folbre, Nancy, 1997, *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Ed. Des Femmes
- Hainard, F., Verschuur, Ch., 2001, *Femmes dans les crises urbaines, relations de genre et environnements précaires*, Karthala, Paris
- ICRD, 1991, *Un autre genre de développement*, Canada
- IMF, 2003, « Balance of Payments Yearbook 2001 », in *Global Development Finance*
- Kergoat, Danielle, 2001, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », in Hirata e.a (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme*, PUF, reproduit dans Bisilliat, et Verschuur (dir.), 2001, *Genre et économie, un premier éclairage*, *Cahiers Genre et Développement*, n° 2, L'Harmattan, Genève - Paris
- Liddle, Joanna & Rai, Shirin (University of Warwick, Coventry, United Kingdom), 1998, "Feminism, Imperialism and Orientalism : the challenge of the 'Indian woman'" In, *Women's History Review*, Vol. 7, No. 4

- Mathieu, Nicole-Claude, 1985, « L'arraisonnement des femmes, Essais en anthropologie des sexes » *Cahiers de l'Homme*, Paris
- Meillassoux, Claude, 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspéro, Paris
- Mohanty Chandra, 1988, "Under Western eyes : feminist scholarship and colonial discourse", *Feminist Review*, 30
- Molyneux, Maxine, 1975, "Mobilisation sans émancipation ? participation des femmes, Etat et révolution au Nicaragua", in Bisilliat, J. et Verschuur Ch. (dir.), 2000, *Le Genre, un outil nécessaire, Cahiers Genre et Développement, n° 1*, L'Harmattan, Genève - Paris
- Molyneux, Maxine, Razavi, Shara (eds.), 2002, *Gender Justice, Development and Rights*, Oxford University Press
- Moser, Caroline, 1993, *Gender Planning and Development: Theory, Practical Training*, London, Routledge
- Oakley, Ann, 1972, *Gender and Society*, Temple Smith, London
- Pronk Jan, 2000, "Women in Development, Advancing towards autonomy", in Bisilliat, J. et Verschuur Ch. (dir.), *Le Genre, un outil nécessaire, Cahiers Genre et Développement, n° 1*, L'Harmattan, Genève - Paris
- Rathgeber, Eva, 1990, « WID, WAD, GAD : Trends in Research and Practice », *The Journal of Developing Areas*, July
- Rauber, Isabel, 2003, *América Latina, Movimientos sociales y representación política*, Ed. Ciencias sociales, La Habana-México
- Rey, P.-P. e.a., 1975, *Capitalisme négrier*, Maspéro, Paris,
- Saito, 1994, http://www.fao.org/docrep/X0233F/x0233f03.htm#P255_33421, téléchargé le 2 avril 2004
- Scott, Joan, 2000, « Genre, une catégorie utile d'analyse historique », in Bisilliat, J. et Verschuur Ch. (dir.), *Le Genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique, Cahiers Genre et Développement, n° 1*, L'Harmattan, Genève – Paris, pp. 41-69
- Signe Arnfred, "Recherche africaine sur le genre, une opinion du Nord", in *Bulletin du CODESRIA*, n°1, 2003, p 6-10
- USAID, 1987, Stewart Carloni, Alice, "AID Program Evaluation Report n°13", In *Women and Development: AID's experience, 1973-1985, vol. 1, Synthesis Paper*, April 1987
- Verschuur, Ch., 1989, rapport de mission pour DGIS, la Haye
- Verschuur, Ch., Reysoo, F., (dir.), 2003, *Genre, pouvoirs et justice sociale, Cahiers Genre et Développement, n° 4*, L'Harmattan, iuéd-efi, Genève - Paris
- White, Sarah, 1997, "Men, masculinities and the politics of development", in *Gender and Development*, vol. 5, (2), pp.14-23
- World Bank, 2001, « Worker's Remittances : an Important and Stable Source of External Development Source » in *World Development Indicators*, Washington